

# Table des matières

## PARTIE I - CODE PÉNAL

### Code pénal

10 juillet 1996. – LOI portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> août 1996</i> ) . . . . .	1
8 juin 1867. – CODE PÉNAL ( <i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i> ) . . . . .	1
3 décembre 1964. – LOI prolongeant la durée de la prescription des peines de mort prononcées pour infractions contre la sûreté extérieure de l'État, commises entre le 9 mai 1940 et le 8 mai 1945 et modifiant l'article 4 de la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge ( <i>Mon. 4 décembre 1964</i> ) . . . . .	
7 juin 1948. – LOI modifiant l'article 123ter du Code pénal ( <i>Mon. 13 juin 1948</i> ) . . . . .	
5 août 2003. – LOI relative aux violations graves du droit international humanitaire ( <i>Mon. 7 août 2003</i> ) . . . . .	
30 juin 1994. – LOI relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées ( <i>Mon. 24 janvier 1995</i> ) . . . . .	
31 mai 1933. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juin 1933</i> ) . . . . .	
1 <sup>er</sup> mars 1961. – LOI concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur ( <i>Mon. 2 février 1962</i> ) . . . . .	

### Code pénal social

6 juin 2010. – CODE pénal social ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 2010</i> ) . . . . .	103
6 juin 2010. – LOI introduisant le Code pénal social ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> juillet 2010</i> ) . . . . .	103

## PARTIE II - CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

17-19 novembre 1808. – CODE d'instruction criminelle . . . . .	138
17 avril 1878. – LOI contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale ( <i>Mon. 25 avril 1878</i> ) . . . . .	139
20 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 86ter du Code d'instruction criminelle ( <i>Mon. 18 avril 2003</i> ) . . . . .	176
2 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certains aspects administratifs du changement d'identité comme mesure de protection spéciale visée à l'article 104, § 2, alinéa 2, 2°, du Code d'instruction criminelle ( <i>Mon. 8 juillet 2013</i> ) . . . . .	185
22 mars 1999. – LOI relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale ( <i>Mon. 20 mai 1999</i> ) . . . . .	194
17 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse A.D.N. en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse A.D.N. en matière pénale ( <i>Mon. 12 août 2013</i> ) . . . . .	196
1 <sup>er</sup> mai 1849. – LOI sur les tribunaux de police simple et correctionnelle ( <i>Mon. 21 juin 1849</i> ) . . . . .	202
28 juin 1889. – LOI concernant les exploits à signifier à des personnes non domiciliées en Belgique ( <i>Mon. 6 octobre 1889</i> ) . . . . .	207

Édition 2016 (1<sup>er</sup> août 2016) – © Bruylant

16 février 1961. – LOI modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus, des parties civilement responsables et des parties civiles devant les juridictions pénales ( <i>Mon. 2 mars 1961</i> ) . . . . .	208
24 octobre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant les mesures d'exécution concernant la procédure de médiation pénale ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> novembre 1994</i> ) . . . . .	222
7 avril 1964. – LOI relative à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> mai 1964</i> ) . . . . .	272

## PARTIE III - CODE PÉNAL MILITAIRE ET PROCÉDURE

27 mai 1870. – LOI contenant le Code pénal militaire ( <i>Mon. 4 juin 1870</i> ) . . . . .	273
13 novembre 1915. – ARRÊTÉ-LOI complétant le Code pénal militaire en ce qui concerne les mutilations volontaires ( <i>Mon. 12-18 novembre 1915</i> ) . . . . .	277
22 avril 1918. – ARRÊTÉ-LOI relatif à la réhabilitation militaire ( <i>Mon. 21 - 27 avril 1918</i> ) . . . . .	277
25 août 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 30 relatif à la divulgation, la diffusion ou la reproduction de certaines informations d'ordre militaire ( <i>Mon. 26 août 1939</i> ) . . . . .	277
10 janvier 1955. – LOI relative à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État ( <i>Mon. 26 janvier 1955</i> ) . . . . .	277
10 avril 2003. – LOI réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre ( <i>Mon. 7 mai 2003</i> ) . . . . .	278
10 avril 2003. – LOI réglant la procédure devant les juridictions militaires et adaptant diverses dispositions légales suite à la suppression des juridictions militaires en temps de paix ( <i>Mon. 7 mai 2003</i> ) . . . . .	283

## PARTIE IV - CONVENTIONS INTERNATIONALES, RÈGLEMENTS (CE) ET LOIS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PROCÉDURE PÉNALE, ENTRAIDE JUDICIAIRE ET EXTRADITION

19 juin 1990. – CONVENTION d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes ( <i>Mon. 15 octobre 1993</i> ) . . . . .	287
1 <sup>er</sup> octobre 1833. – LOI sur les extraditions ( <i>Bull. off. n° 67</i> ) . . . . .	302
15 mars 1874. – LOI sur les extraditions ( <i>Mon. 17 mars 1874</i> ) . . . . .	302
13 décembre 1957. – CONVENTION européenne d'extradition, faite à Paris ( <i>Mon. 22 novembre 1997</i> ) . . . . .	304
20 avril 1959. – CONVENTION européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ( <i>Mon. 23 octobre 1959; Err. Mon. 6 novembre 1959</i> ) . . . . .	307
27 juin 1962. – TRAITÉ d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ( <i>Mon. 24 octobre 1967</i> ) . . . . .	311
27 juin 1962. – PROTOCOLE concernant la responsabilité civile pour les agents en mission sur le territoire d'une autre partie ( <i>Mon. 24 octobre 1967</i> ) . . . . .	314
28 mai 1970. – CONVENTION européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, faite à La Haye ( <i>Mon. 21 septembre 2010</i> ) . . . . .	315

27 janvier 1977. – CONVENTION européenne pour la répression du terrorisme (*Mon. 5 février 1986*) . . . . . 320

4 décembre 1979. – ACCORD entre les États membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (*Mon. 5 février 1986*) . . . . . 323

17 mars 1978. – PROTOCOLE additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (*Mon. 1<sup>er</sup> juin 2002*) . . . . . 324

21 mars 1983. – CONVENTION sur le transfèrement des personnes condamnées (*Mon. 15 décembre 1990*) . . . . . 324

25 mai 1987. – ACCORD relatif à l'application, entre les États membres des Communautés européennes, de la convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées (*Mon. 15 décembre 1990*) . . . . . 326

26 mai 1989. – ACCORD entre les États membres des Communautés européennes relatif à la simplification et à la modernisation des modes de transmission des demandes d'extradition, fait à San Sebastian (*Mon. 22 novembre 1997*) . . . . . 327

23 mai 1990. – LOI sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté (*Mon. 20 juillet 1990*) . . . . . 327

8 novembre 1990. – CONVENTION relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (*Mon. 4 juin 1998*) . . . . . 330

10 mars 1995. – CONVENTION établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles (*Mon. 19 octobre 2002*) . . . . . 333

27 septembre 1996. – CONVENTION établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne (*Mon. 22 septembre 2001*) . . . . . 335

26 mai 1997. – CONVENTION établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point c du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles (*Mon. 15 mai 2002; Add. Mon. 20 décembre 2002; J.O. C 195, 25 juin 1997*) . . . . . 337

18 décembre 1997. – PROTOCOLE ADDITIONNEL à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (*Mon. 14 juin 2005*) . . . . . 339

27 janvier 1999. – CONVENTION pénale sur la corruption (*Mon. 10 mai 2004*) . . . . . 340

29 mai 2000. – CONVENTION établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles (*Mon. 22 juin 2005*) . . . . . 343

16 octobre 2001. – PROTOCOLE à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne (*Mon. 22 juin 2005; Add. Mon. 23 septembre 2005*) . . . . . 348

8 novembre 2001. – DEUXIÈME PROTOCOLE additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg (*Mon. 19 juin 2009*) . . . . . 349

23 novembre 2001. – CONVENTION du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, faite à Budapest . . . . . 354

15 mai 2003. – PROTOCOLE ADDITIONNEL à la Convention pénale sur la corruption (*Mon. 20 mars 2009*) . . . . . 360

19 décembre 2003. – LOI relative au mandat d'arrêt européen (*Mon. 22 décembre 2003*) . . . . . 361

29 mars 2004. – LOI concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux (*Mon. 1<sup>er</sup> avril 2004*) . . . . . 368

9 décembre 2004. – LOI sur la transmission policière internationale de données à caractère personnel et d'informations à finalité judiciaire, l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle (*Mon. 24 décembre 2004*) . . . . . 378

16 mai 2005. – CONVENTION du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (*Mon. 22 décembre 2009*) . . . . . 380

27 mai 2005. – TRAITÉ entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale (*Mon. 30 mars 2007*) . . . . . 387

10 juillet 2006. – LOI relative à la procédure par voie électronique (*Mon. 7 septembre 2006*) . . . . . 392

5 août 2006. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (*Mon. 7 septembre 2006*) . . . . . 395

15 mai 2012. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux peines ou mesures privatives de liberté prononcées dans un État membre de l'Union européenne (*Mon. 8 juin 2012*) . . . . . 400

21 mai 2013. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un État membre de l'Union européenne (*Mon. 13 juin 2013*) . . . . . 404

## PARTIE V - LOIS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL

### Amendes pénales

17 août 1873. – LOI relative à la prescription en matière fiscale ou disciplinaire (*Mon. 21 août 1873*) . . . . . 409

23 décembre 1907. – LOI contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1908, ainsi que des dispositions relatives au tarif des douanes et à la restitution des amendes de condamnation (*Mon. 28 décembre 1907*) . . . . . 409

5 mars 1952. – LOI relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales (*Mon. 3 avril 1952*) . . . . . 409

26 juin 2000. – LOI relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution (*Mon. 29 juillet 2000*) . . . . . 409

7 janvier 2002. – DÉCRET-PROGRAMME 2001 du Conseil de la Communauté germanophone (*Mon. 12 septembre 2002*) . . . . . 409

18 juillet 2001. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'introduction de l'euro dans la réglementation et dans les programmes informatiques de la Région wallonne (*Mon. 18 septembre 2001*) . . . . . 410

18 juillet 2001. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution (*Mon. 19 septembre 2001*) . . . . . 410

7 décembre 2001. – DÉCRET du Parlement flamand réglant certaines conséquences de l'introduction de l'euro dans la réglementation flamande (*Mon. 28 décembre 2001*) . . . . . 410

### Casier judiciaire central

19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'accès de certaines administrations publiques au casier judiciaire central (*Mon. 24 août 2001*) . . . . . 411

19 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central (*Mon. 24 août 2001*) . . . . . 414

## Circonstances atténuantes

4 octobre 1867. – LOI sur les circonstances atténuantes (*Mon. 5 octobre 1867*).....

415

## Contrôle des services de police et de renseignements

18 juillet 1991. – LOI organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (*Mon. 26 juillet 1991*).....

418

5 août 1992. – LOI sur la fonction de police (*Mon. 22 décembre 1992*)....

427

11 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL sur le service général de l'appui policier (*Mon. 30 juillet 1994*).....

442

30 novembre 1998. – LOI organique des services de renseignement et de sécurité (*Mon. 18 décembre 1998*).....

445

7 décembre 1998. – LOI organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (*Mon. 5 janvier 1999*).....

457

2 août 2002. – LOI-PROGRAMME (*Mon. 29 août 2002*).....

467

11 décembre 1998. – LOI relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (*Mon. 7 mai 1999*).....

483

11 décembre 1998. – LOI portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité (*Mon. 7 mai 1999*).....

487

23 décembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 126 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux (*Mon. 5 janvier 1999*).....

488

24 mars 1999. – LOI organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police (*Mon. 8 mai 1999*).....

489

13 mai 1999. – LOI portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police (*Mon. 16 juin 1999*).....

491

8 juillet 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la communication par les communes au Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées, d'informations contenues dans les registres de la population et des étrangers (*Mon. 7 août 1999*).....

497

24 mars 2000. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestation et avis de sécurité (*Mon. 31 mars 2000*).....

497

24 mars 2000. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure à suivre devant l'organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations, et d'avis de sécurité (*Mon. 31 mars 2000*).....

500

9 juillet 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'emblème de la police fédérale et de la police locale (*Mon. 22 août 2000*).....

501

27 décembre 2000. – LOI portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police (*Mon. 6 janvier 2001; Err. Mon. 6 avril 2001*).....

501

26 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 13, 27, alinéas, 2 et 5 et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses (*Mon. 6 avril 2001*).....

504

9 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant l'article 28, alinéa 3, de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité (*Mon. 31 mai 2001*).....

507

20 juillet 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (*Mon. 18 août 2001; Err. Mon. 31 août 2001*).....

508

17 septembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population (*Mon. 12 octobre 2001*).....

512

3 novembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Conseil fédéral de police (*Mon. 20 novembre 2001*).....

513

26 novembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police (*Mon. 28 décembre 2001*).....

513

4 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les missions à exécuter par la police fédérale en application de l'article 126, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (*Mon. 11 janvier 2002*).....

516

21 février 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cartes de légitimation des fonctionnaires de police et des agents de police de la police locale (*Mon. 9 avril 2002*).....

516

26 avril 2002. – LOI relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police (*Mon. 30 avril 2002*).....

517

30 mai 2002. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'exercice des missions de l'organe de contrôle visé à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police (*Mon. 14 juin 2002*).....

525

26 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'organisation des centres de dispatching centralisés et du point de contact national (*Mon. 15 août 2002*).....

526

26 juin 2002. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions pour l'installation, la mise à disposition et l'utilisation des systèmes CAD (Computer Aided Dispatching) A.S.T.R.I.D. et du Centre d'Opérations national y associé (*Mon. 15 août 2002*).....

527

25 février 2003. – LOI portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus (*Mon. 6 mai 2003*).....

528

14 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale (*Mon. 23 novembre 2006*).....

529

15 mai 2007. – LOI sur l'inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police (*Mon. 15 juin 2007*).....

532

14 septembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police (*Mon. 16 octobre 2007*).....

534

12 octobre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de diverses dispositions de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité (*Mon. 8 novembre 2010*).....

535

12 octobre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité (*Mon. 8 novembre 2010*).....

537

6 janvier 2011. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de fonctionnement des gestionnaires nationaux et locaux des indicateurs et des fonctionnaires de contact (*Mon. 18 janvier 2011; Err. Mon. 3 février 2011*).....

538

9 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la responsabilité civile des membres du personnel des services de police, à leur assistance en justice et à l'indemnisation du dommage aux biens encouru par ceux-ci (*Mon. 21 mars 2014*).....

540

18 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant l'article 94 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (*Mon. 28 mars 2014*).....

541

## Délits de presse, délits politiques, offenses, attentats et provocations

19 juillet 1831. – DÉCRET qui rétablit le jury (*Bull. off. n° 79*).....

542

20 juillet 1831. – DÉCRET sur la presse (*Bull. off. n° 75*).....

542

6 avril 1847. – LOI portant répression des offenses envers le Roi (*Mon. 8 avril 1847*).....

543

12 mars 1858. – LOI portant revision du second livre du Code pénal en ce qui concerne les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales ( <i>Mon. 14 mars 1858</i> ) . . . . .	543
25 mars 1891. – LOI portant répression de la provocation à commettre des crimes ou des délits ( <i>Mon. 26 mars 1891</i> ) . . . . .	544
19 juillet 1926. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les mesures destinées à réprimer les avis ou informations de nature à ébranler le crédit de l'État ( <i>Mon. 19-20 juillet 1926</i> ) . . . . .	544
2 mars 1954. – LOI tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution ( <i>Mon. 19 mars 1954</i> ) . . . . .	544

### Discriminations

30 juillet 1981. – LOI tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ( <i>Mon. 8 août 1981</i> ) . . . . .	545
23 mars 1995. – LOI tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ( <i>Mon. 30 mars 1995</i> ). . . . .	550
10 mai 2007. – LOI tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ( <i>Mon. 30 mai 2007</i> ) . . . . .	550
9 juillet 2010. – DÉCRET de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement ( <i>Mon. 3 septembre 2010</i> ) . . . . .	555
19 mars 2012. – DÉCRET du Parlement de la Communauté germanophone visant à lutter contre certaines formes de discrimination ( <i>Mon. 5 juin 2012</i> ) . . . . .	559
12 juin 2013. – ACCORD DE COOPÉRATION entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ( <i>Mon. 5 mars 2014</i> ) . . . . .	562

### Droit pénitentiaire

30 mars 1891. – LOI concernant l'arrestation, à bord de navires belges, des individus poursuivis ou condamnés par la justice belge ( <i>Mon. 3 avril 1891</i> ) . . . . .	564
25 juillet 1893. – LOI relative aux déclarations d'appel des personnes détenues ou internées ( <i>Mon. 28 juillet 1893</i> ) . . . . .	565
9 avril 1930. – LOI de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels ( <i>Mon. 11 mai 1930</i> ) . . . . .	565
20 janvier 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 236 simplifiant certaines formes de la procédure pénale à l'égard des détenus ( <i>Mon. 31 janvier 1936</i> ) . . . . .	569
16 février 1961. – LOI modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus, des parties civilement responsables et des parties civiles devant les juridictions pénales ( <i>Mon. 2 mars 1961</i> ) . . . . .	570
29 juin 1964. – LOI concernant la suspension, le sursis et la probation ( <i>Mon. 17 juillet 1964; Err. Mon. 24 juillet 1964</i> ) . . . . .	570
9 novembre 1964. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement des commissions de probation ( <i>Mon. 18 novembre 1964</i> ) . . . . .	575
30 novembre 1964. – CONVENTION européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition et de l'annexe ( <i>Mon. 31 octobre 1964</i> ) . . . . .	576
26 juillet 1965. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la récupération des frais d'entretien des personnes internées dans un établissement pour malades mentaux ( <i>Mon. 19 février 1966</i> ) . . . . .	578
13 mars 1973. – LOI relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante ( <i>Mon. 10 avril 1973</i> ) . . . . .	578

X

10 janvier 1975. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le fonctionnement et la procédure de la Commission instituée par l'article 28, § 4, de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, modifiée par la loi du 13 mars 1973 ( <i>Mon. 18 janvier 1975</i> ) . . . . .	578
20 juillet 1990. – LOI relative à la détention préventive ( <i>Mon. 14 août 1990</i> ) . . . . .	579
6 octobre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant les mesures d'exécution concernant les travaux d'intérêt général et la formation ( <i>Mon. 15 octobre 1994</i> ) . . . . .	594
7 juin 2000. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les principes généraux en matière d'usage de l'enquête sociale et du rapport d'information succinct dans les matières pénales ( <i>Mon. 10 juin 2000</i> ) . . . . .	595
12 janvier 2005. – LOI de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2005</i> ) . . . . .	595
17 mai 2006. – LOI relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ( <i>Mon. 15 juin 2006</i> ) . . . . .	610
29 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, 6°, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2007</i> ) . . . . .	628
29 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le contenu du rapport d'information succinct et de l'enquête sociale visée par les articles 8, alinéa 3, 17, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, 33, § 2, et 88, § 4, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2007</i> ) . . . . .	629
31 octobre 2009. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges ( <i>Mon. 1<sup>er</sup> février 2010</i> ) . . . . .	630
8 avril 2011. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la date d'entrée en vigueur et d'exécution de diverses dispositions des titres III et V de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus ( <i>Mon. 21 avril 2011</i> ) . . . . .	632
8 avril 2011. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la date d'entrée en vigueur et d'exécution de diverses dispositions du titre VII de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus ( <i>Mon. 21 avril 2011</i> ) . . . . .	633
29 septembre 2011. – CODE wallon de l'action sociale et de la santé ( <i>Mon. 21 décembre 2011</i> ) . . . . .	633
4 juillet 2013. – CODE réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé ( <i>Mon. 30 août 2013; Err. Mon. 24 septembre 2013</i> ) . . . . .	635
26 décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du titre II de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice ( <i>Mon. 31 décembre 2013</i> ) . . . . .	637
5 mai 2014. – LOI relative à l'internement ( <i>Mon. 9 juillet 2014</i> ) . . . . .	637

### Emploi des langues en matière judiciaire

15 juin 1935. – LOI concernant l'emploi des langues en matière judiciaire ( <i>Mon. 22 juin 1935</i> ) . . . . .	650
--	-----

### Faux monnayage et copies de valeurs fiduciaires

11 juin 1889. – LOI relative aux imprimés ou formules ayant l'apparence de billets de banque ou autres valeurs fiduciaires ( <i>Mon. 15 juin 1889</i> ) . . . . .	664
20 avril 1929. – CONVENTION INTERNATIONALE pour la répression du faux monnayage et Protocole ( <i>Mon. 20 août 1929</i> ) . . . . .	664

12 mai 2004. – LOI organisant une procédure de recours dans le cadre de la protection contre le faux monnayage et du maintien de la qualité de la circulation fiduciaire (*Mon. 5 juillet 2004*) . . . . .

17 juillet 2013. – LOI relative à la protection contre le faux monnayage et au maintien de la qualité de la circulation fiduciaire (*Mon. 3 septembre 2013*)

1<sup>er</sup> juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 17 juillet 2013 relative à la protection contre le faux monnayage et au maintien de la qualité de la circulation fiduciaire (*Mon. 9 juin 2016*) . . . . .

### Ivresse

14 novembre 1939. – ARRÊTÉ-LOI relatif à la répression de l'ivresse (*Mon. 18 novembre 1939*) . . . . .

10 juin 1959. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage de l'alcool et fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 15 avril 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1<sup>er</sup> août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse (*Mon. 26 juin 1959*) . . . . .

### Responsabilité pénale des Ministres et membres des Gouvernements de Communauté ou de Région

25 juin 1998. – LOI réglant la responsabilité pénale des Ministres (*Mon. 27 juin 1998*) . . . . .

25 juin 1998. – LOI spéciale réglant la responsabilité pénale des membres des Gouvernements de Communauté ou de Région (*Mon. 27 juin 1998*) . . . . .

### Stupéfiants

24 février 1921. – LOI concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes (*Mon. 6 mars 1921*) . . . . .

22 février 1998. – LOI portant des dispositions sociales (*Mon. 3 mars 1998*)

31 décembre 1930. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant les substances soporifiques et stupéfiantes, et relatif à la réduction des risques et à l'avis thérapeutique (*Mon. 10 janvier 1931*) . . . . .

26 juin 1936. – CONVENTION pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles, signée à Genève (*Mon. 5 octobre 1936*) . . . . .

### Tarif criminel

666 5-15 septembre 1807. – LOI relative au mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public en matière criminelle, correctionnelle et de police (*Bull. off. 158, n<sup>o</sup> 2743*) . . . . . 687

666 28 décembre 1950. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive (*Mon. 30 décembre 1950*) . . . . . 687

667 27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (II) (*Mon. 28 décembre 2006*) . . . . . 694

26 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL organique de la commission des frais de justice (*Mon. 25 mai 2007*) . . . . . 695

668 23 août 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le tarif des prestations des huissiers de justice en matière répressive sur réquisition des autorités judiciaires (*Mon. 31 août 2015*) . . . . . 695

27 novembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire (*Mon. 30 novembre 2015*) . . . . . 696

669 27 novembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne l'analyse salivaire et le prélèvement sanguin dans le cadre de la conduite sous l'influence de certaines substances psychotropes ainsi que l'agrément des laboratoires (*Mon. 30 novembre 2015; Err. Mon. 1<sup>er</sup> février 2016*) . . . . . 697

### Traite et prostitution

671 21 mars 1950. – CONVENTION pour la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui (*Mon. 13 août 1965*) . . . . . 698

672 13 avril 1995. – LOI contenant des dispositions en vue de la répression de la traite et du trafic des êtres humains (*Mon. 25 avril 1995; Err. Mon. 6 juillet 1995*) . . . . . 700

675 25 mai 2000. – PROTOCOLE facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New York le 25 mai 2000, tel qu'il a été rectifié par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 14 novembre 2000 (*Mon. 27 mars 2006*) . . . . . 700

### Visites domiciliaires

685 7 juin 1969. – LOI fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou arrestations (*Mon. 28 juin 1969*) . . . . . 703